

Note de réponse du SER à la consultation publique de la CRE du 27 juillet 2016 relative au TURPE 5 HTB

1 Réponses aux questions relatives à la HTB

1.1 Question 21

Si l'analyse que fait la CRE concernant les appels d'offres passés n'est pas contestable, le SER ne partage pas les conclusions qui en sont tirées. En effet, sans un regard plus large sur le contexte dans lequel se place la réalisation des projets dont les lauréats ont été désignés à la suite des appels d'offres de 2011 et 2013, on perçoit mal l'impact d'un changement de contexte qui explique la situation de blocage qui touchent aujourd'hui les projets fondateurs de l'industrie éolienne offshore en France.

Comme le rappelle la CRE dans sa consultation la ministre a souligné dans un courrier adressé à la CRE au mois de juin dernier l'ampleur des financements qui doivent être mobilisés pour la réalisation des projets offshore. Cet état de fait implique une structuration du modèle de financement autour des fonds empruntés aux acteurs bancaires, et donc à leur assureurs. Lors des premiers appels d'offres, ces derniers acteurs n'avaient pas pris la position conservatrice qu'ils prennent aujourd'hui, en s'appuyant sur un certain retour d'expérience européen, rendant tout financement par les banques impossibles sans évolutions du partage des risques liés au retard de raccordement ou aux indisponibilités longue des canalisations d'évacuation.

De plus lorsque les appels d'offre ont été présentés, les documents encadrant les conditions de raccordement du gestionnaire de réseau de transport n'étaient encore clairement pas complètement adaptés à la production offshore. Comme le remarque d'ailleurs la CRE dans sa consultation, ces documents sont justement encore en cours d'évolution, montrant bien que la structuration d'une filière offshore en France n'est pas un processus isolé qui peut se faire en quelques mois, ou sur la période d'un appel d'offres. Il faut souligner aussi le contexte de concurrence élevée qui a caractérisé la mise en œuvre des appels d'offres passés, contexte peu propice il est certain, à la mise en œuvre de processus de concertation long et transparents de concertation pour faire évoluer le cadre du raccordement avec le gestionnaire du réseau de transport.

Le SER considère donc que l'analyse concernant les appels d'offres passés faites par la CRE ne tient pas assez compte du contexte global et ne permet pas de souligner la situation de blocage réel dans laquelle se trouve aujourd'hui la filière naissante. Il faut rappeler que le marché de l'éolien offshore est un marché européen, que ce dernier mobilise une industrie et génère des afflux de capitaux propres à créer des retombées économiques importantes sur les secteurs d'accueil. Il serait incompréhensible que la France, compte tenu de ses objectifs, aussi mis en avant par la ministre de son courrier, n'offre pas un cadre sain au développement de la production électrique renouvelable marine en général. Le contexte du secteur a évolué, comme cela peut être le cas pour n'importe quel secteur d'activité. Dans la mesure où le développement de ce secteur est bel et bien un objectif porté par le gouvernement dans le cadre du projet de transition énergétique validé par le législateur, il convient de mettre en œuvre une évolution de la régulation qui permette une adaptation positive à la conjoncture.

Par ailleurs, le SER rappelle que le gestionnaire du réseau de transport est maître d'ouvrage du raccordement des parcs de production offshore, et il apparaît donc logique que ce soit celui-ci qui couvre les risques inhérents à la réalisation et au bon fonctionnement des ouvrages dont il a la charge et pour lesquels il dispose de l'expertise adéquate. Le SER soutient donc que le TURPE doit permettre à RTE, dans sa mission de service public, de couvrir les risques inhérents à son activité, dans les limites du comportement d'un gestionnaire efficace. La couverture de ce risque doit en effet exclure les fautes ou manquements imputables directement au gestionnaire du réseau de transport. Le SER propose que la couverture des frais d'indemnisation des producteurs en cas de retard ou de problème d'évacuation de l'énergie lié aux raccordement des moyens de production offshore soient portée au CRCP, et que les indemnités afférentes soient significativement augmentées par rapport à ce qui est prévu dans le cadre actuel des raccordements terrestres, ce pour tenir compte des spécificités du raccordement offshore et permettre tout simplement la réalisation des projets dans un cadre plus clair et plus adapté.

1.2 Question 22

De manière cohérente et logique avec l'argumentation développée dans la réponse à la question précédente, le SER appelle à une évolution du partage des risques faisant porter à RTE les risques liés au raccordement de la production électrique marine, ce à travers une sécurisation du financement de ce risque par l'intermédiaire du TURPE, aussi pour les prochains appels d'offres.